



Paris, le 29 mai 2018

Monsieur le Président,

La dévitalisation des centres-villes et centres-bourgs s'est profondément aggravée durant ces dix dernières années.

Au-delà des projets du Gouvernement qui se mobilise pour aider les centres-villes et centres-bourgs en déclin, une proposition de loi du Sénat, fortement soutenue, suggère d'aller plus loin notamment en durcissant les conditions d'autorisations d'exploitation commerciale des grandes surfaces et en donnant des marges supplémentaires aux collectivités locales.

Nous le savons : la grande distribution et les promoteurs de zones commerciales mettront tout en œuvre pour faire obstacle à cette proposition de loi. C'est pourquoi nous souhaitons mobiliser largement l'opinion publique, les élus locaux et les parlementaires, en demandant à mieux protéger nos centres-villes et centres-bourgs de la concurrence des grandes surfaces et montrer la capacité des acteurs économiques que nous sommes à unir leurs voix.

Comme vous l'avez peut-être vu, nos organisations ont publié une tribune commune dans Les Echos intitulée « Ne laissons pas s'éteindre les dernières lumières de la ville » afin d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur l'asphyxie croissante des centres-villes et centres-bourgs par les grandes surfaces de périphérie.

A la fin du mois, nos organisations lanceront une pétition nationale pour dire « stop » à la multiplication des grandes surfaces. Cette pétition sera diffusée par chaque organisation auprès de ses adhérents qui la feront signer à leurs clients. Une version numérique de la pétition sera par ailleurs accessible sur la plateforme Change.

Nous serions très heureux de vous associer à cette démarche afin de lui donner toute l'ampleur et l'audience qu'elle mérite. Nos intérêts sont communs. Pour nos adhérents et nos métiers, la pétition est l'occasion d'affirmer haut et fort combien nos professions garantissent une qualité et un cadre de vie auxquels les Français sont fondamentalement attachés.

Nous sommes à votre disposition si vous souhaitez en discuter avec l'un d'entre nous.

Dans cette attente, veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Dominique Anract
CNPBF

Jean-François Guihard
CFBCT

Philippe Gaertner
FSPF